

Allocution d'ouverture du Commissaire au Plan, Philippe Donnay,  
lors de la Conférence organisée par l'IWEPS  
en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan, sur le thème:

*“Les Indicateurs complémentaires au PIB: outils de connaissance et d'action  
pour le progrès sociétal”*, Namur, le 12 décembre 2014

Mesdames et Messieurs, cher Sébastien Brunet, chers collègues des institutions scientifiques et autres participants à la 6e conférence méthodologique de l'IWEPS,

Je voudrais d'abord exprimer deux grands remerciements à l'Administrateur général de l'IWEPS :

- Merci Sébastien d'avoir choisi le thème des *indicateurs complémentaires au PIB* Il m'est cher pour des raisons que je vous expliquerai dans un instant.
- Merci aussi d'avoir proposé d'organiser cette conférence en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan, élargissant ainsi nos domaines de collaboration avec les régions et communautés de ce pays. Nous travaillons déjà beaucoup ensemble sur Hermreg, le modèle de transport, les comptes Input/Output.

Pourquoi ce thème appelé *Beyond GDP*, traduit souvent par *Dépasser le PIB*, m'intéresse-t-il particulièrement? Il me semble qu'il peut vous intéresser aussi pour les trois raisons suivantes :

- la première raison est le bien-être. Notre rôle comme institution publique est de contribuer à accroître le bien-être de la société. Je montrerai qu'il n'y a aucune contradiction entre bien-être et possibilité de développement durable,
- la deuxième raison est le long terme. Nos missions répondent au besoin (de plus en plus souligné aussi par l'OCDE) d'intégrer les défis sociaux, environnementaux et économique dans une perspective de long terme, et de le faire avec un nombre grand ou restreint, mais suffisant, d'indicateurs.
- et la troisième bonne raison d'accorder moins d'attention au PIB, c'est de prêter plus d'attention au système de comptes sur lequel il est basé. Cesser de faire dire au PIB ce qu'il ne dit pas implique aussi de mieux comprendre et d'améliorer le système de comptes nationaux à sa base.

Je vais revenir brièvement sur ces trois raisons de dépasser le PIB en commençant par celle liée au bien-être.

1. Les institutions publiques d'intérêt général comme les nôtres ont pour mission centrale d'enrichir le débat sur le *bien-être de la société*. Le constat est fait depuis des décennies qu'il faut bien d'autres indicateurs que le PIB pour représenter le bien-être.

Mais comment mesurer correctement un concept aussi personnel et subjectif ? Les conceptions varient en effet d'une personne à l'autre et chacun sait, en outre, combien son propre bien-être est multidimensionnel. A côté du revenu brut ou redistribué, d'autres dimensions sont cruciales aussi comme la santé, l'éducation, l'inclusion, l'accès aux biens et services publics, la qualité de l'environnement, la part de chacun dans la richesse accumulée, etc. La volonté de rendre la répartition du bien-être moins inégale non seulement dans l'espace (y compris du Nord au Sud) mais dans le temps (du présent au futur) est au cœur d'un développement durable. Mais il s'agit aussi d'améliorer les autres dimensions du bien-être évoquées ci-dessus.

Notre expérience sur des listes et tableaux d'indicateurs très diversifiés (comme celles que nous publions et publierons encore à l'avenir sur notre site) nous aidera donc à construire *les indicateurs complémentaires au PIB*. Ce travail est en cours, même s'il est moins avancé qu'en Wallonie. Le temps pris pour élaborer leur cadre légal à la Chambre explique que l'élaboration d'indicateurs au Bureau fédéral du Plan sous ce nouveau titre ait débuté plus tard au fédéral qu'en Wallonie.

2. La deuxième raison de s'intéresser aux indicateurs complémentaires au PIB est d'intégrer les défis sociaux, environnementaux et économiques dans une perspective de long terme. Les défis des crises actuelles remettent en question nos pratiques économiques pour assurer notre bien-être tout en améliorant nos échanges avec d'autres pays. Ces interrogations sur l'avenir des sociétés sont au cœur des réflexions actuelles de l'OCDE, où l'économie est maintenant reconnue comme étant un moyen au service du bien-être et non une fin en soi.

Nous continuons pour notre part à accorder autant d'importance à l'efficacité qu'à l'équité et la qualité de vie. Mais nous voulons le faire dans des cadres analytiques toujours plus clairs et rigoureux, aidant les autorités belges et européenne à préciser progressivement les objectifs politiques des transformations de notre société à des horizons comme 2020, 2050... Ces cadres d'indicateurs doivent aussi, partout où des informations scientifiques le permettent, comporter des cibles intermédiaires et des objectifs à long terme, adoptés démocratiquement dans la vision que la société a de son avenir dans ces horizons lointains. Diverses interventions montreront aujourd'hui que c'est possible, si les directions dans lesquelles évoluent les phénomènes mesurables sont systématiquement confrontées à ces objectifs.

3. Mon troisième point est amené par les deux précédents. Dépasser le PIB c'est aussi questionner le modèle de croissance sur lequel ont reposé tant de recommandations strictement économiques pour accroître la production et la consommation. Or pour pouvoir en mesurer objectivement les impacts positifs et négatifs, il faut aussi s'intéresser d'avantage à l'amélioration continue du système de comptes nationaux et de ses satellites sociaux et environnementaux. Au lieu de caricaturer les faiblesses de certains comptes, travaillons donc à les améliorer, les consolider et les élargir pour pouvoir construire des ponts statistiques plus solides entre société, environnement et économie.

La croissance d'activités économiques se substituant à d'autres activités qui disparaissent, le soutien à l'économie sociale ou la limitation d'externalités environnementales négatives, tous ces changements peuvent et doivent de toutes façons être bien mesurés pour être compris. Il n'existe pas d'indicateurs ou de compte parfait mais seules les bonnes comptabilités permettent de calculer de bons indicateurs, moins manipulables, et clairement décomposables en composantes bien identifiables, Elles sont donc incontournables pour gouverner de façon éclairée les transitions sociale, environnementale et économique en cours dans notre société.

Cette troisième raison est bien moins connue que les deux autres mais elle est incontournable aux yeux du Bureau fédéral du Plan.

Voilà mes trois bonnes raisons, aussi importantes les unes que les autres, d'apprécier l'importance de cette conférence. J'espère qu'elles vous auront montré combien je regrette de ne pas pouvoir rester parmi vous avec mes collaborateurs. J'ai dû accepter un engagement ce midi à Bruxelles mais je me réjouis des prochains pas communs sur ces difficiles questions. Et je remercie encore Sébastien d'avoir associé le Bureau fédéral du Plan à celui-ci.